

56^e séance

LOI DE FINANCES POUR 2007

SECONDE PARTIE

Projet de loi de finances pour 2007 (n^{os} 3341, 3363).

Mission « Enseignement scolaire »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 59 867 082 328 euros ;

Crédits de paiement : 59 559 509 375 euros.

Amendement n° 357 présenté par le Gouvernement.

État B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement scolaire public du second degré <i>Dont Titre 2</i>		
Vie de l'élève..... <i>Dont Titre 2</i>	0 0	800 000 800 000
Enseignement privé du premier et du second degré <i>Dont Titre 2</i>		
Soutien de la politique de l'éducation nationale..... <i>Dont titre 2</i>	0 0	1 781 831 370 369
Enseignement technique agricole <i>Dont titre 2</i>		
Totaux	0	2 581 831
Solde		-2 581 831

Amendement n° 295 présenté par M. Rouault, M. Michel Bouvard, M. Christ, M. Fourgous, M. Giscard d'Estaing, M. Le Fur, M. Prévost et M. Richard.

État B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement scolaire public du second degré <i>Dont Titre 2</i>		
Vie de l'élève <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement privé du premier et du second degrés	15 000 000	0
<i>Dont Titre 2</i>	15 000 000	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale..... <i>Dont Titre 2</i>	0 0	15 000 000 15 000 000
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont Titre 2</i>		
Totaux	15 000 000	15 000 000
Solde		0

Amendement n° 283 présenté par M. Reiss.

État B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré <i>Dont titre 2</i>		
Enseignement scolaire public du second degré..... <i>Dont Titre 2</i>	0 0	2 000 000 0
Vie de l'élève..... <i>Dont titre 2</i>	2 000 000 0	0 0
Enseignement privé du premier et du second degrés <i>Dont Titre 2</i>		
Soutien de la politique de l'éducation nationale <i>Dont Titre 2</i>		

PROGRAMMES	+	-
Enseignement technique agricole <i>Dont Titre 2</i>		
Totaux	2 000 000	2 000 000
Solde	0	

Amendement n° 296 présenté par M. Rouault, M. Michel Bouvard, M. Giscard d'Estaing, M. Prévost et M. Richard.

État B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement scolaire public du second degré <i>Dont Titre 2</i>		
Vie de l'élève <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement privé du premier et du second degrés <i>Dont Titre 2</i>		
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	1 200 000
<i>Dont Titre 2</i>	0	1 200 000
Enseignement technique agricole	1 200 000	0
<i>Dont Titre 2</i>	1 200 000	0
Totaux	1 200 000	1 200 000
Solde	0	

Amendement n° 284 présenté par MM. Lachaud, Jardé, Baguet et Leteurtre.

État B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement scolaire public du second degré	0	151 303
<i>Dont Titre 2</i>	0	151 303
Vie de l'élève	151 303	0
<i>Dont Titre 2</i>	151 303	0
Enseignement privé du premier et du second degrés <i>Dont Titre 2</i>		
Soutien de la politique de l'éducation nationale <i>Dont Titre 2</i>		
Enseignement technique agricole <i>Dont titre 2</i>		
Totaux	151 303	151 303
Solde	0	

Après l'article 48

Amendement n° 292 présenté par M. Durand, Mme David, M. Néri, M. Glavany, M. Claeys, M. Emmanuelli, M. Blazy, M. Gorce et les membres du groupe socialiste.

Après l'article 48, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur les conséquences de l'application de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et de l'article 89 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école.

Mission « Participations financières de l'État »

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 5 000 000 000 euros ;

Crédits de paiement : 5 000 000 000 euros.

Amendement n° 91 présenté par MM. Brottes, Balligand, Bonrepaux, Migaud, Emmanuelli, Idiart, Dumont, Carcenac, Terrasse, Claeys, Giacobbi, Bourguignon, Bapt, Dreyfus, Besson, Cohen et les membres du groupe socialiste.

État D

Mission « Participations financières de l'État »

I. – Créer le programme : « Abondement du fonds de réserve pour les retraites ».

II. – En conséquence, modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	0	0
Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	0	1 000 000 000
Abondement du fonds de réserve pour les retraites	1 000 000 000	
Totaux	1 000 000 000	1 000 000 000
Solde	0	

Après l'article 63

Amendement n° 90 présenté par MM. Brottes, Balligand, Bonrepaux, Migaud, Emmanuelli, Idiart, Dumont, Carcenac, Terrasse, Claeys, Giacobbi, Bourguignon, Bapt, Dreyfus, Besson, Cohen et les membres du groupe socialiste.

Après l'article 63, insérer l'article suivant :

Après la deuxième phrase du 4^e du I de l'article 142 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, est insérée une phrase ainsi rédigée : « À cette fin, il contient notamment le projet annuel de performance et le rapport annuel de performance de l'Agence des Participations de l'État. »

Mission « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics »

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 14 153 700 000 euros ;
Crédits de paiement : 14 153 700 000 euros.

Mission « Engagements financiers de l'État »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 40 862 600 000 euros ;
Crédits de paiement : 40 862 600 000 euros.

Mission « Gestion et contrôle des finances publiques »

ÉTAT C

Autorisations d'engagement : 9 097 491 144 euros ;
Crédits de paiement : 8 912 363 667 euros.

Mission « Provisions »

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 80 000 000 euros ;
Crédits de paiement : 80 000 000 euros.

Amendement n° 140 présenté par le Gouvernement.

État B

Mission « Provisions »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Provision relative aux rémunérations publiques <i>Dont Titre 2</i>	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	3 000 000
Totaux	0	3 000 000
Solde	- 3 000 000	

Mission « Stratégie économique et pilotage des finances publiques »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 816 203 899 euros ;
Crédits de paiement : 860 112 899 euros.

Mission « Remboursements et dégrèvements »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 76 481 000 000 euros ;
Crédits de paiement : 76 481 000 000 euros.

Amendement n° 105 présenté par le Gouvernement.

État B

Mission « Remboursements et dégrèvements »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	0	1 000 000
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	0	0
Totaux	0	1 000 000
Solde	- 1 000 000	

Mission « Accords monétaires internationaux »

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 0 euro ;
Crédits de paiement : 0 euro.

Mission « Direction de l'action du Gouvernement »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 558 796 286 euros ;
Crédits de paiement : 532 006 658 euros.

Amendement n° 247 présenté par M. Brard et M. Martin-Lalande.

État B

Mission « Direction de l'action du Gouvernement »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental	0	33 940 000
<i>Dont Titre 2</i>	0	17 940 000
Fonction publique <i>Dont Titre 2</i>		
Totaux	0	33 940 000
Solde	- 33 940 000	

Amendement n° 246 présenté par M. Brard.

État B

Mission « Direction de l'action
du Gouvernement »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental.....	0	2 885 000
Dont Titre 2	0	2 570 000
Fonction publique		
Dont Titre 2		
Totaux	0	2 885 000
Solde	- 2 885 000	

Amendements identiques :

Amendements n° 264 présenté par M. Tron, rapporteur spécial de la commission des finances, et **n° 228** présenté par M. Giscard d'Estaing.

État B

Mission « Direction de l'action
du Gouvernement »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental		
Dont Titre 2		
Fonction publique	0	1 000 000
Dont titre 2		
Totaux	0	1 000 000
Solde	- 1 000 000	

Amendement n° 248 présenté par M. Brard et M. Bourguignon.

État B

Mission « Direction de l'action
du Gouvernement »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental	0	86 000
Dont Titre 2	0	0
Fonction publique		
Dont Titre 2		
Totaux	0	86 000
Solde	- 86 000	

Amendement n° 245 présenté par M. Brard.

État B

Mission « Direction de l'action
du Gouvernement »

I. – Créer le programme « Défense et protection des droits et des libertés ».

II. – En conséquence, modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental	0	13 790 000
Dont Titre 2	0	7 790 000
Défense et protection des droits et des libertés	13 790 000	0
Dont Titre 2	7 790 000	0
Fonction publique		
Dont Titre 2		
Totaux	13 790 000	13 790 000
Solde	0	

Amendement n° 263 présenté par M. Tron, rapporteur spécial.

État B

Mission « Direction de l'action
du Gouvernement »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Coordination du travail gouvernemental.....	0	9 740 000
Dont Titre 2	0	9 740 000
Fonction publique	9 740 000	0
Dont Titre 2	9 740 000	0
Totaux	9 740 000	9 740 000
Solde	0	

Après l'article 47

Amendement n° 265 présenté par M. Tron, rapporteur spécial.

Après l'article 47, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement présente, en annexe générale au projet de loi de finances de l'année, un rapport annuel sur l'état de la fonction publique comportant, en particulier, un état des effectifs des fonctions publiques territoriale, hospitalière et de l'État. Ce rapport comporte une information actualisée sur les politiques de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences au sein des administrations de l'État.

**Mission « Gestion du patrimoine
immobilier de l'État »**

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 500 000 000 euros ;

Crédits de paiement : 500 000 000 euros.

Amendement n° 266 présenté par M. Tron, rapporteur spécial, et M. Giscard d'Estaing.

État D

Mission « Gestion du patrimoine
immobilier de l'État »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Contribution au désendettement de l'État		
Dépenses immobilières	0	36 100 000
Totaux	0	36 100 000
Solde		- 36 100 000

**Mission « Prêts et avances à des particuliers
ou à des organismes privés »**

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 10 930 000 euros ;
Crédits de paiement : 10 930 000 euros.

Mission « Régimes sociaux et de retraite »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 4 981 076 911 euros ;
Crédits de paiement : 4 981 076 911 euros.

Mission « Pensions »

ÉTAT D

Autorisations d'engagement : 46 670 054 437 euros ;
Crédits de paiement : 46 670 054 437 euros.

